

État espagnol : l'extrême droite progresse, la gauche du PSOE recule

samedi 29 juin 2024, par [PASTOR Jaime](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juin 2024).

Les résultats des élections européennes montrent une poursuite de la polarisation relative entre les deux principaux blocs dominés par le PP et le PSOE, bien que le bloc de droite dans l'État espagnol se renforce, tandis que le bloc soutenant le gouvernement de coalition progressiste s'affaiblit.



Crédit Photo. Wikimedia commons

Avec un taux de participation de 49,2 % (en 2019, il était de 60,7 %), la tendance modérée à la hausse de la droite espagnole se confirme : PP (34,2 % et 34 sièges), Vox (9,6 % et 6 sièges), auxquels s'ajoute désormais un nouvel acteur politique, Alvisé (qui, se présentant comme l'expression extrême d'un populisme punitiviste sous le slogan « La fête est finie ! », obtient 4,6 % des voix et 3 sièges). En revanche, Sumar et Podemos obtiennent respectivement 4,7 % (3 sièges) et 3,3 % (2 sièges) des voix, en deçà des 10,1 % obtenus par Podemos seul lors des élections européennes de 2019.

Le PSOE, avec 30,2 % des voix et 32 sièges, perd 2 sièges par rapport aux dernières élections européennes, mais parvient à enrayer le déclin prédit par la plupart des sondages en raison de l'érosion qu'a pu provoquer l'approbation de la loi d'amnistie pour des centaines de militantEs ayant participé au processus pro-catalan qui a culminé avec le référendum du 1^{er} octobre 2017.

Enfin, les forces politiques non étatiques, de droite comme de gauche, ont perdu des voix mais ont maintenu leur présence au Parlement européen et se sont réaffirmées comme des acteurs politiques nécessaires dans la rupture d'égalité entre les deux blocs principaux pour la gouvernabilité du régime monarchique.

Instabilité politique

Dans ce contexte, où le cycle qui a commencé avec le 15M et la montée de Podemos est définitivement fermé, la radicalisation de la droite dans sa remise en question de la légitimité du gouvernement de coalition — exigeant des élections générales anticipées — va continuer en même temps que le rôle de premier plan du pouvoir judiciaire dans sa belligérance contre l'application de la loi d'amnistie et contre toute concession qui, selon lui, menace l'« unité de l'Espagne ».

Il est donc prévisible que l'instabilité politique se poursuivra, conditionnée également par les difficultés que le Parti socialiste de Catalogne (PSC) rencontrera pour former un gouvernement avec le soutien d'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et des Comuns, bien qu'il soit la force politique qui a remporté les élections régionales du 12 mai. La crise interne que traverse ERC après son revers électoral notable et son rattrapage par Junts (la formation politique dirigée par Carles Puigdemont) ne permet pas de penser qu'elle soutiendra le candidat du PSC sans concessions politiques significatives de la part de Pedro Sánchez, notamment en ce qui concerne un nouveau modèle de financement régional.

Il n'est donc pas exclu que des élections soient à nouveau convoquées en Catalogne en octobre prochain.

Virage à gauche

En ce qui concerne la gauche du PSOE, le revers électoral de Sumar a déjà conduit à la démission de la ministre du Travail, Yolanda Díaz, en tant que coordinatrice générale de ce parti, et à un débat ouvert qui conduira probablement à sa nouvelle configuration en tant que coalition de partis, au sein de laquelle Izquierda Unida jouera probablement un rôle plus important.

Au total, un débat stratégique s'ouvre déjà au sein du PSOE sur la position à maintenir au sein du gouvernement du PSOE dans des conditions moins favorables que par le passé, et en gardant à l'esprit qu'ils seront également sous la pression de Podemos, qui est maintenant déterminé à tourner à gauche une fois sorti du gouvernement.

Jaime Pastor

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 714 (27/06/2024). Publié le Vendredi 28 juin 2024 à 08h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/etat-espagnol-lextreme-droite-progresse-la-gauche-du-psoe-recule>